

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

Détermination du taux de promotion d'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article 78-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, prévoit les dispositions pour l'avancement à l'échelon spécial :

« Lorsque le statut particulier le prévoit, l'échelon sommital d'un ou de plusieurs grades du cadre d'emplois peut être un échelon spécial. Cet échelon peut être contingenté en application du deuxième alinéa de l'article 49 ou selon les modalités prévues par le statut particulier. Dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, par dérogation à l'article 78, l'accès à l'échelon spécial s'effectue selon les modalités prévues par les statuts particuliers, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. »

L'avancement à l'échelon spécial revêt les caractéristiques d'un avancement de grade. Ainsi, il convient de définir, comme pour les avancements de grade, un taux de promotion par rapport aux fonctionnaires remplissant les conditions pour l'accès à l'échelon spécial, en application de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Ce taux de promotion s'applique pour l'avancement à l'échelon spécial prévu par le statut particulier pour les grades suivants :

- Administrateur général (article 13, décret n°87-1097 du 30/12/1987)

- Attaché hors classe (article 22-1, décret n°87-1099 du 30/12/1987)
- Ingénieur général (échelon de classe exceptionnelle, article 18 décret n°2016-200 du 26/02/2016)
- Ingénieur hors classe (article 24, décret n°2016-201 du 26/02/2016)

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le taux de promotion à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle.

Il est proposé, après avis du Comité Technique, de fixer un taux de promotion maximum de 100 % de l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour avancer à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle. Ce ratio n'engage cependant pas l'autorité territoriale qui déterminera chaque année le nombre d'avancement en fonction du nombre de promouvables, de leur valeur professionnelle et des contraintes budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de retenir un taux de promotion maximum de 100 % des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle de leur grade ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-153991-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.